



## **4EME REUNION DU GROUPE INTERNATIONAL DE CONTACT SUR LA GUINEE (GIC-G)**

**SYRTE (GRANDE JAMAHIRIYA ARABE LYBIENNE), 27 JUIN 2009**

---

### **COMMUNIQUE FINAL**

---

1. La 4ème réunion du Groupe de contact international sur la Guinée (GIC-G) a eu lieu à Syrte, en Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, le 27 juin 2009, sous la co-présidence du Président de la Commission de l'Union africaine (UA), M. Jean Ping, et du Président de la Commission de la CEDEAO, Dr Mohamed Ibn Chambas. Outre la CEDEAO et l'UA, le GIC-G est composé de la CENSAD, des Nations unies, de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), de l'Union européenne (UE), de l'Union du Fleuve Mano (MRU), ainsi que de la présidence en exercice de la CEDEAO, de la présidence du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, des membres africains et les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. L'Allemagne, l'Espagne et le Japon, ainsi que la Banque mondiale, participent également aux réunions du GIC-G.
2. Le Groupe s'est réjoui du rôle de la représentation locale du GIC-G, a fait siennes les préoccupations exprimées et a entériné les recommandations faites dans le Mémoire de sa réunion tenue à Conakry les 18 et 19 juin 2009.
3. Le Président de la Commission de la CEDEAO, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et l'Envoyé spécial de l'UA pour la Guinée ont informé le Groupe de l'évolution récente de la situation politique et sécuritaire en Guinée. Le Groupe a discuté de la situation politique dans le pays et a exprimé sa préoccupation devant le manque de progrès dans la transition vers le rétablissement de l'ordre constitutionnel et la tenue des élections en 2009. Le Groupe a, en particulier, relevé ce qui suit:

- (i) l'absence d'un dialogue politique entre les différents acteurs de la transition, ce qui pourrait compromettre le retour du pays à l'ordre constitutionnel ;
- (ii) la non mise en place du Conseil national de transition (CNT), qui aurait dû être mis en place en mars 2009, en raison des divergences concernant sa composition et son statut ;
- (iii) l'arrêt des opérations de recensement électoral et le manque de clarté quant à sa finalisation, y compris la question du vote des Guinéens vivant à l'étranger ;
- (iv) la détérioration de la situation sécuritaire et la violation des droits de l'homme (arrestations et détentions arbitraires) ;
- (v) les limitations à la liberté d'expression et d'association, en particulier le refus de l'accès des partis politiques aux organes d'information de l'Etat, ainsi que l'interdiction de leurs activités publiques; et
- (vi) la dégradation de la situation économique et financière et les difficultés de trésorerie au niveau de l'Etat, ainsi que l'absence d'un climat favorable aux investissements et aux activités économiques.

4. Le Groupe a pris note du budget révisé de la CENI pour la préparation et la tenue des élections législatives et présidentielles d'un montant de 149.008.850,00 FG, soit environ 22.577.098 Euros ou 31.704.011 \$EU. Le Groupe s'est félicité de l'engagement des différents partenaires à contribuer au budget des élections dans le respect des procédures prévues, et a souligné la nécessité de mobiliser les ressources requises. Le Groupe a également exprimé l'espoir que le Comité de pilotage assurera la promotion de la coordination du processus électoral en général et du financement, en particulier.

5. Le Groupe s'est félicité de la contribution financière des partenaires au processus électoral et a confirmé sa disposition à mobiliser des ressources additionnelles à cette fin. Le Groupe a instamment invité le CNDD à mettre en place, dans les plus brefs délais, le CNT et à honorer son engagement à contribuer financièrement à la préparation des élections, en vue d'assurer la mise en œuvre du chronogramme et de gagner la confiance de la communauté internationale.

6. Le Groupe a invité le CNDD et le Gouvernement de transition à intensifier la lutte contre l'impunité. Le Groupe a noté que les actes répétés de violence et d'extorsion menés par des éléments armés en uniforme contre les hommes d'affaire et les civils

sapent sérieusement la crédibilité du Gouvernement de transition et constituent une réelle menace à la stabilité politique indispensable pour la tenue d'élections libres, régulières et crédibles.

7. Le Groupe a souligné l'importance que revêt le respect des engagements mutuels dans la phase actuelle de transition, et a réaffirmé sa détermination, ainsi que celle des partenaires au développement, à continuer à soutenir la Guinée à cet égard.

8. Le Groupe a examiné les problèmes qui entravent le déroulement de la transition, et a exprimé sa vive préoccupation devant le peu de progrès réalisé dans la mise en œuvre du chronogramme tel que convenu. En conséquence, le Groupe a souligné la nécessité:

- (i) de la relance du dialogue ;
- (ii) de la tenue des élections avant la fin de l'année 2009, dans les délais prévus par le chronogramme;
- (iii) d'un engagement formel par le Président et les membres du CNDD, ainsi que par le Premier Ministre, à ne pas se présenter aux élections législatives et présidentielles à venir ;
- (iv) du respect des droits de l'homme ; et
- (v) du décaissement de la contribution de l'Etat à la tenue des élections.

9. Le Groupe attend avec intérêt les résultats de la réunion du CPS de l'UA prévue au début du mois de juillet 2009, pour examiner la situation en Guinée à la lumière des développements les plus récents dans ce pays et de l'expiration, depuis le 24 juin 2009, du délai de six mois prévu par la Déclaration de Lomé en vue de la restauration de l'ordre constitutionnel. Le Groupe est convaincu que les décisions que prendra le CPS permettront de faire avancer le processus de retour à l'ordre constitutionnel en Guinée. Le Groupe attend également avec intérêt la conclusion de la consultation entre la Guinée et l'UE dans le cadre de l'article 96 de l'Accord de Cotonou.

10. Le Groupe est convenu de se réunir à un niveau politique élevé à Conakry, les 16 et 17 juillet prochains, avec pour objectif d'obtenir des engagements clairs de la part du CNDD sur le retour à l'ordre constitutionnel dans les délais convenus.